



CTSD du 2 juillet 2020
Reconnu·es et respecté·es !

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames, Messieurs membres du CTSD

Et maintenant ... reconnu·es et respecté·es ?

La phase aiguë de la crise sanitaire semble passée et nous espérons que nous n'aurons pas à affronter un deuxième épisode équivalent. Il est l'heure de tirer de premières leçons.

Il faut redire avec force que les personnels de l'Éducation ont été au rendez-vous de la crise comme l'ensemble des agent·es publics qui ont répondu présent pour assurer la continuité essentielle du service public.

Mais les personnels se sont souvent sentis oubliés, délaissés, incompris. Ils ont fait face à des injonctions contradictoires et se sont bien trop souvent retrouvés dans des situations particulièrement inconfortables vis-à-vis du public ou vis-à-vis d'une hiérarchie parfois elle-même en situation intenable.

Au niveau de l'éducation nationale, la gestion de l'information sur les décisions aux collègues de terrain dans les différentes étapes du déconfinement en a été l'exemple le plus frappant. L'imbroglio invraisemblable autour de la reprise du 22 juin en a été l'apogée. Les décalages entre les annonces et la réalité les a trop souvent mis en porte-à faux.

A l'épuisement de cette période de crise sanitaire inédite, se sont ajoutés l'amertume et la colère.

Nos collègues sont des professionnels de l'éducation. Quel que soit leur métier, ils sont là, au rendez-vous pour la jeunesse et pour une politique éducative qui agisse sur les inégalités.

Mais ils attendent aujourd'hui de la reconnaissance et du respect. Ils veulent pouvoir être reconnus comme des professionnels, bénéficier d'une politique de ressources humaines qui viennent prendre en compte leur réalité et leurs aspirations. Ils veulent un accompagnement plus fort et des réponses plus rapides sur les questions de carrière, de formation, de Qualité de Vie et de santé au Travail. Ils veulent être revalorisés.

Nous voulons des agent·es reconnu·es et respecté·es pour un service public de qualité.

Concernant l'ordre du jour, tout d'abord, je vous prie de bien vouloir noter, même si nous n'y reviendrons pas ici, qu'énormément de collègues ont pris toute la mesure de la loi de transformation de la fonction publique cette année.

Ces collègues se rendent compte de l'opacité que cette loi a induit et se sentent déstabilisés face à l'absence de transparence, jusqu'alors présente grâce aux informations effectuées aux élus et membres des commissions, qui pouvaient vérifier l'ensemble des processus qui occuraient pour les mouvements et promotions et éviter de fait toutes inquiétudes ou suspicions.

Nous remercions le travail et la qualité des documents fournis, que nous avons pris soin de vérifier et nous entrerons dans le détail suite aux remontées des collègues.

D'un point de vue général, pour l'Unsa éducation, les fermetures de classes au mois de juillet ne sont pas justifiables, qui plus est dans le contexte actuel et avec les promesses ministérielles. Les équipes sont déjà majoritairement organisées pour l'année prochaine et ce type de déstabilisation est très difficile à vivre.

Le manque de RASED complet se fait également ressentir, en particulier dans cette période particulière. Les besoins à la rentrée seront là. Les enseignants de RASED non.

C'est le cas par exemple à Carpentras avec la disparition d'un maître G suite au mouvement et le manque de psychologue scolaire, mais cela se retrouve ailleurs.

Nous constatons que de nombreux collègues détenteurs du CAFIPEMF choisissent un poste classique par défaut de poste sur leur zone géographique.

Ainsi comme l'an passé des postes de PEMF sont attribués à titre provisoire comme poste d'adjoint sans spécialité.

Nous redemandons qu'un appel à candidature ait lieu avec possibilité que le poste de PEMF soit rattaché à l'école actuel du candidat, comme cela se fait ailleurs.

Pour l'Unsa éducation, il est important de préserver l'offre éducative en milieu rural comme dans l'éducation prioritaire, d'avoir des effectifs limités et adaptés en fonction des besoins pédagogiques pour permettre des conditions d'enseignement convenables, de consolider les RASED, de renforcer le potentiel de remplacement et la brigade de formation.

Nous souhaitons rappeler qu'afin d'effectuer correctement les décharges de direction pour les écoles de 1 à 3 classes, le département aurait besoin de 4,7 ETP entièrement dédié.

De plus, le manque de remplaçants s'est fait très fortement ressentir dans certaines circonscriptions du mois de décembre au mois de mars.

Il est également important de renforcer la fonction de directeur d'école. Les directeurs et directrices d'école ont été particulièrement impactés par la gestion de cette crise, ils ont travaillé non-stop depuis mi-mars, y compris pendant les vacances d'avril. Le SE-Unsa, déterminé à obtenir les avancées que les directrices et directeurs d'école attendent avec impatience, continue à œuvrer pour que la proposition de loi « créant

la fonction de directeur d'école » aboutisse en répondant aux besoins de ces personnels.

A propos de l'allègement des tâches des directeurs, les modifications récentes de onde, ajoutées à votre récent courrier sur onde, ne vont pas dans ce sens et nous le déplorons, ainsi que de nombreux collègues directrices et directeurs.

D'autres points seront abordés plus en détail durant ce comité et je vous remercie de votre attention.